

du Pacifique, nous étions si profondément convaincus que l'Ouest atteindrait rapidement une position de la plus haute importance et que la chiffre de sa population deviendrait considérable que nous pensions qu'il suffisait d'acheter des immeubles, ne plus y penser, pour se réveiller un bon matin, à la tête d'une grande fortune. Tout le monde acheta du terrain, de Fort-William et Port-Arthur jusqu'à la côte du Pacifique. Les anciens se le rappellent sans doute, il y eut une période de spéculation extraordinaire sur les terrains. Les valeurs commencèrent à fléchir en 1912 et furent complètement annulées par la guerre de 1914, ce qui fut la cause d'un grand bouleversement pour tous ceux qui s'étaient lancés dans cette spéculation.

J'ai visité Saskatoon en 1911 et, sur une distance de plusieurs milles, du centre de la ville, les terrains étaient subdivisés et on pensait alors que ces terrains deviendraient des lots de ville, mais aujourd'hui on y cultive encore la terre. Cela s'applique à ma propre ville aussi bien qu'à Saskatoon. Ces quelques faits nous donnent une idée des périodes difficiles que l'Ouest canadien a traversées. Je connais un peu les problèmes de l'Ouest et je crois qu'on y a été là-bas un peu trop optimiste. Un de mes vieux amis avec qui j'avais accoutumé de passer la veillée en buvant une tasse de thé, employait une expression que je trouvais fort à propos. Il disait que nous étions insensément optimistes, et je crois qu'il avait raison. Voilà quelle était la mentalité des habitants de l'Ouest. A Fort-William, nous avions l'habitude de désigner notre ville comme la Chicago du nord et nous étions convaincus que dans un petit nombre d'années la population du Canada serait de 25 millions d'habitants. Et même, quand on jette un coup d'œil sur les discours d'un certain nombre des hommes d'Etat de ce temps-là,—ils n'étaient alors que des politiciens, mais depuis qu'ils sont disparus ils sont devenus des hommes d'Etat,—on constate qu'eux aussi entrevoyaient, dans dix, quinze ou vingt-cinq ans, une population de 25 millions au Canada. C'était aussi notre avis et voilà pourquoi nous avons construit trop de chemins de fer, créant le problème que nous devons résoudre aujourd'hui.

Je rappelle ces faits pour montrer quelle était la mentalité des gens de l'Ouest dans ce temps-là. Nous nous sommes tous endettés, d'abord dans les villes et plus tard dans les campagnes, dans les municipalités et dans les provinces. Mais voici ce que je veux établir; tandis que ceux d'entre nous qui se sont endettés dans l'Ouest canadien, et la même chose s'applique à l'Est, méritent de la sympathie, nous ne devons pas tenir pour

[L'hon. M. Manion.]

des criminels tous ceux qui nous ont prêté de l'argent. Il est bon de nous rappeler que celui qui emprunte doit accepter la moitié du blâme. On ne devrait pas envisager le problème comme si le prêteur était un criminel, bien que, je le crains, cela représente un état d'esprit assez commun. En même temps, je comprends que cette mesure présentée par le ministre des Finances (M. Dunning), ce matin, est, convenablement modifiée, de nature à remédier à la situation.

Ayant posé ce principe général, je ferai quelques observations, que j'ai abordées jusqu'à un certain point, hier soir, mais à la hâte. Nous devrions nous rappeler certains points en traitant le sujet compliqué suscité par les problèmes de la sécheresse dans l'Ouest, la vente du blé, et autres aspects de la question du grain.

D'abord, n'oublions pas que les marchés de l'univers ont grandement changé, et je doute, à l'instar de la plupart de ceux qui réfléchissent, qu'ils soient jamais les mêmes que dans le passé. Je citerai quelques statistiques, extraites du rapport Turgeon, et qui montrent mieux ce fait, je crois, que tout ce que je pourrais dire.

De 1922 à 1927, la France, l'Allemagne et l'Italie ont acheté une moyenne de 200 millions de boisseaux de blé par année. Dix ans plus tard, leurs achats moyens se sont limités à quelque 35 millions de boisseaux, soit guère plus du sixième de leurs importations dix ans plus tôt. Je ne pense pas que la situation de 1922 à 1927 se répète jamais. Pour le bien des cultivateurs de l'Ouest, j'espère me tromper, mais je doute fort que ces trois pays achètent jamais autant de blé qu'au cours de ces années.

L'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges (M. Cahan) a parlé de l'excellent pain qu'il a acheté dans l'Amérique du Sud. Je me rappelle bien que, lors de ma première visite en France, en 1905, et lors de visites subséquentes jusqu'au moment de la Grande Guerre, je fus frappé de la splendide qualité du pain des Français; je pensais que c'était le meilleur que j'eusse jamais mangé. Il était blanc et croustillant, et l'on m'apprit que cela était dû au fait que les Français savaient si bien comment mélanger les espèces de blé. Je dirai en passant que le seul pain que j'ai trouvé égal au pain frais de ce temps-là est le petit pain croustillant du Château-Laurier. Mais durant et depuis la guerre, la qualité du pain en France a changé sensiblement, et, aujourd'hui, au lieu de ce pain blanc et croustillant, on a une qualité inférieure qui n'est peut-être ni meilleure ni pire que celle du pain de plusieurs autres pays. Ainsi, la France, comme plusieurs au-